

# Le pouvoir aux travailleurs

01 JUIL 2001

N°83

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- LEUR "RÉCONCILIATION NATIONALE", C'EST DU BIDON! .....	3
- LES ENFANTS ESCLAVES, UNE RÉALITÉ DU CAPITALISME .....	4 - 5
- OUI LA CÔTE D'IVOIRE N'EST PAS XÉNOPHOBE, MAIS SEULE LA POPULATION A LE DROIT DE LE DIRE! .....	5
- LE VOYAGE DE GBAGBO A PARIS .....	6
- LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE BATIMENT .....	7
- TRAFIC ET EXPLOITATION D'ENFANTS LE CAPITALISME COMME PREMIER RESPONSABLE .....	8
- MORTALITÉ MATERNELLE: LA CÔTE D'IVOIRE SUR LA "LIGNE ROUGE" .....	8
- LA COTE D'IVOIRE S'ARME CONTRE QUI .....	9
- LA SIR : LE PROFIT A ENCORE TUÉ .....	9
- UN MANOEUVRE AGRICOLE INJUSTEMENT CONDAMNÉ A 5 ANS DE PRISON! .....	10
- LE PALUDISME: MALADIE DES PAUVRES .....	10
- LA BARBARIE A L'OEUVRE :UN HOMME ENTERRE VIF! .....	11
- IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR LA JEUNESSE ! .....	11 - 12
- BEDIE ET LES CONDITIONS DE SON RETOUR .....	12
- ALGERIE: LA REVOLTE FAIT TACHE D'HUILE .....	13

LEUR "RÉCONCILIATION NATIONALE", C'EST DU BIDON!
--

La "réconciliation nationale" aura-t-elle lieu avec la participation du RDR? Bédié participera-t-il à cette rencontre? Et qu'en sera-t-il de Guéi? Voilà l'objet de toutes les attentions de la presse, surtout celle proche du pouvoir, qui veut nous faire croire que l'avenir du pays dépend du succès de ce "forum". Mais de quoi s'agit-il, au juste?

Voilà des politiciens, Bédié-Gbagbo-Ouattara-Guéi et consort, qui, en l'espace de quelques années, dans leur course pour le pouvoir, se sont alliés les uns avec les autres, les uns contre les autres. Puis, selon l'intérêt du moment, se sont retournés contre leurs alliés de la veille. Ainsi, on les a vus, un coup, en train de s'insulter, un autre, en train de s'embrasser. Pour arriver à leur fin, ils ont entraîné morts d'hommes, semant la haine et le désastre. La montée de la xénophobie, de l'ethnisme et des conséquences pour la population pauvre de ce pays ont pour origine, justement, l'ambition de ces politiciens.

La "réconciliation nationale" consiste donc officiellement à ce que ces gens-là acceptent encore une fois de se congratuler et trouvent un accord entre-eux pour se partager le gâteau, en fonction du rapport des forces du moment. Alors, les commentateurs politiques diront que la "réconciliation nationale" a été un succès.

Dans le cas contraire, si les Alassane, les Bédié ou les Guéi et tous ceux qui comme eux se sentent lésés, refusent de participer à ce cinéma, alors, les journalistes et les politiciens proches du pouvoir, ainsi que tous ceux qui ont trouvé leur compte dans le partage du gâteau, verseront leur venin sur "les mauvais perdants"; "les ennemis de la république", comme ça risque d'être le cas pour le RDR de Alassane Ouattara.

Il n'est même pas dit que Gbagbo qui est à l'origine de tout ce cinéma ne trouve pas intérêt à ce que le RDR en soit exclu et indexé comme un parti qui refuse "la réconciliation". Il ne rate pas une occasion pour dénoncer ce qu'il appelle le "vagabondage politique" de "son ami Ouattara". La date initiale de cette conférence de "réconciliation" a été repoussée pour une période ultérieure par le pouvoir en place, histoire de bien montrer que c'est Gbagbo et son clan qui détiennent l'initiative. Le RDR n'a qu'à bien se tenir et attendre gentiment d'être convoqué selon le bon vouloir du maître de la situation.

Mais même en admettant que tous ces vieux routards des tripatouillages politiques s'entendent de nouveau, en toute civilité, et acceptent de se partager le gâteau, en quoi cela changerait-il pour les travailleurs? Est-ce que le mal qu'ils ont fait, ouvrant une large voie à une possibilité de massacres génocidaires comme au Rwanda ou en Sierra Leone, sera-t-il pour autant réparé? Hier ils tuaient et faisaient s'entre-tuer, aujourd'hui ils s'apprentent à faire la fête. Les mêmes ambitions qui les opposaient hier, ne les opposeront-elles pas demain, dès la première occasion venue?

<p style="text-align: center;">IL FAUT QUE TOUTE LA VERITE SUR LES MASSACRES D'OCTOBRE 2000 SOIT ETABLIE</p>
--

Le 28 juin dernier, le tribunal de Bruxelles a reçu le dépôt d'une plainte contre Laurent Gbagbo, son prédécesseur Robert Guéi ainsi que deux ministres en exercice (Boga Doudou et Lida Kouassi) pour "*crime contre l'humanité*". Parmi les 150 plaintes déposées figurent celle d'un rescapé du charnier de Yopougon.

Les plaignants veulent que la lumière soit faite sur les massacres qui ont eu lieu au mois d'octobre 2000, notamment sur les 57 corps criblés de balles trouvés le 23 Octobre, le lendemain des élections présidentielles. Ils veulent que les responsables soient connus et traduits devant le tribunal.

Rappelons que les autorités ivoiriennes avaient alors annoncé l'ouverture d'une enquête. Mais il faut croire que les responsables de cette enquête ne sont surtout pas pressés de trouver les assassins. Plusieurs organisations de "*défense des droits de l'homme*" ainsi que "*Reporter sans frontière*" ont mené leur propre enquête et ont confirmé la responsabilité de gendarmes dans ce charnier. Il a fallu pourtant attendre sept mois pour que le gouvernement décide d'"*inculper pour meurtre*" six gendarmes. Mais aucun d'entre eux n'a encore été arrêté. Pour montrer qu'il fait quelque chose, le gouvernement a annoncé l'"*inculpation prochaine*" d'une dizaine d'autres personnes. Est-ce pour mieux noyer le poisson ? C'est fort probable. Car si les autorités étaient vraiment décidées de trouver les vrais coupables, ont le saurait déjà. Lorsqu'il fallait arrêter et juger les généraux Palenfo et Coulibaly pour "*tentative présumé d'assassinat*" contre

l'ex-chef d'Etat, Robert Guéi, ou les dirigeants du RDR pour trouble à l'ordre public, ils l'ont réalisé avec une rapidité tout autre.

Gbagbo aime répéter qu'il est pour "*l'indépendance de la justice*" et qu'il ne se mêlera pas des affaires la concernant. Mais il faut être vraiment naïf pour croire qu'il est de bonne foi surtout lorsqu'il s'agit de faire la lumière sur les massacres du mois d'octobre 2000 dans lequel son parti, le FPI est largement impliqué directement. Les militants de ce parti avaient en effet participé activement à la chasse aux "*Nordistes*" ou ceux considérés comme tels. Mais les dirigeants du FPI, même s'ils n'avaient pas pris eux-mêmes des machettes pour participer à ces tueries, sont tout de même responsables de ce qui s'est passé car ce sont eux qui avaient poussé leurs militants à agir de la sorte par des déclarations ethnistes et xénophobes.

Aujourd'hui, ces dirigeants veulent faire croire qu'ils sont des victimes d'une "*campagne de dénigrement contre la Côte d'Ivoire*" et considèrent que les témoignages recueillis à l'encontre des dirigeants du pouvoir actuel ne sont qu'un "*tissus de mensonges*". Pour leur défense, ils n'hésitent pas de nouveau de recourir à la xénophobie et au nationalisme. C'est ainsi que Lida Kouassi un des ministres accusés, n'a pas hésité de parler de l'"*ivoirophobie*" de ceux qui sont à l'origine de la plainte de Bruxelles. Voilà comment les dirigeants actuels s'apprêtent à alimenter les futures explosions ethniques.

## LES ENFANTS ESCLAVES, UNE RÉALITÉ DU CAPITALISME

Depuis qu'un document télé diffusé en Angleterre a parlé du travail des "*enfants esclaves*" dans les plantations en Côte d'Ivoire, les dirigeants "*socialistes*" au pouvoir dans ce pays, piqués au vif, ont tout d'abord minimisé les choses, comme Bédié l'avait fait en son temps, affirmant que l'objet de cette "*campagne*" consiste à "*discréditer la Côte d'Ivoire*". Ensuite, dans un deuxième temps, ils ont dit que la part de la main-d'oeuvre d'origine infantile dans les plantations en Côte d'Ivoire représente peu de chose et que les planteurs "*ivoiriens*" ne sont pas concernés par cette pratique; que seuls, selon eux, un petit nombre de planteurs "*étrangers*", notamment des "*paysans d'origine malienne et burkinabé*" utiliseraient cette main-d'oeuvre et seraient à l'origine de ce trafic.

Ensuite, le gouvernement a assuré qu'il prenait des mesures immédiates pour mettre fin à ce trafic en Côte d'Ivoire. Evidemment, les forces de l'ordre ne se sont pas fait prier pour causer toutes sortes des tracasseries supplémentaires aux ressortissants étrangers venant des pays frontaliers. Elles ont trouvé là de nouveaux prétextes pour rançonner encore plus les voyageurs étrangers les menaçant de retour aux frontières ou carrément d'arrestation pour "*trafic d'enfants*" lorsque ceux-ci ne se soumettent pas aux rackets.

L'ampleur est telle que l'ambassade du Burkina Fasso a dû intervenir auprès des autorités ivoiriennes : des enfants rentrant de

vacances ont été refoulés à la frontière ivoirienne. Certains ont même la nationalité ivoirienne.

Si le gouvernement fait aujourd'hui mine de s'indigner du sort des enfants esclaves dans les plantations, en organisant toutes sortes de colloques et de "*forum*" pour "*réfléchir*" sur le problème, c'est pour mieux cacher la question du travail des enfants dans sa globalité, "*esclaves*" ou pas, dans les plantations ou ailleurs.

Ce gouvernement sait en effet montrer du zèle lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux paysans, surtout quand il est question de paysans qualifiés "*d'origine allogène*". Mais il est totalement absent quand il s'agit de dénoncer et s'attaquer véritablement à ceux qui profitent réellement de la main-d'oeuvre infantile. A commencer par sa partie la plus visible et la plus répandue qu'est le travail de "*bonne*" et de "*boy*" dans les maisons des bourgeois petits et grands.

Ce sont des centaines de milliers d'enfants qui sont ainsi exploités dans les quartiers chics des grandes villes qui emploient dans leurs maisons des enfants de 8 ans, 10 ans, 12 ans.

Il s'agit d'enfants d'ouvriers ou de paysans, d'origine ivoirienne ou étrangère qui sont condamnés à travailler dès le bas âge parce que leurs parents sont trop pauvres, trop exploités, pour subvenir seuls aux besoins de toute la famille. Ils se comptent probablement par centaines de milliers

ces enfants ainsi exploités, uniquement dans les dix communes d'Abidjan. Voilà la réalité!

Ce trafic est tellement énorme qu'il est courant de voir des publicités du genre "*placement de bonnes*" pour ne pas écrire "*ici on vend des enfants*". Le trafic se fait donc au vu et au su de tous. On ne serait même pas étonné de voir qu'à la tête d'une de ces "*sociétés de placement*" d'enfants figurent quelques députés ou de hauts dignitaires de ce pays. Pour ces gens-là, ça fait partie de leurs "*business*".

Oui, les représentants de la bourgeoisie en Côte d'Ivoire font semblant de faire quelque chose contre le travail des enfants. Exactement comme leurs homologues de la "*communauté internationale*" qui font eux aussi semblant de dénoncer, de temps en temps, ce genre de trafic. Mais c'est leur propre système, le système capitaliste, qui engendre ce phénomène. N'est-ce pas la seule réalité dans la majeure partie de la planète, depuis le Brésil jusqu'en Inde ou la Chine, en passant par la Côte d'Ivoire?

OUI LA CÔTE D'IVOIRE N'EST PAS XÉNOPHOBES,  
MAIS SEULE LA POPULATION A LE DROIT DE LE DIRE!

Depuis un certain temps, tambour battant, le gouvernement veut faire croire à qui veut l'entendre qu'il n'y a pas eu d'acte de xénophobie en Côte d'Ivoire. Et pour justifier ses dires, il prend pour exemple la ville de Bouaké qui serait peuplée de 66,5% d'étrangers.

Oui, la population laborieuse de ce pays n'est pas xénophobe. La Côte d'Ivoire xénophobe, c'est celle de la classe politique, des intellectuels obscurantistes, des étudiants réactionnaires, des journalistes griots et de tous ceux qui attisent les haines. Ces derniers ont, depuis 1993, commencé à véhiculer des messages xénophobes qui ont abouti à des actes comme la tuerie après le match Asec-Kotoko, ou l'affaire de "*sexe disparu*" qui a fait une dizaine de morts dans la communauté Haoussa. Depuis lors, on ne compte plus les drames qui se sont produits dans ce pays.

Des milliers de personnes d'origine malienne ou burkinabé se sentent menacées au point de prendre la fuite avec leur progéniture et ce qu'ils peuvent emporter de leur maigre bien. Ce fut le cas récemment à Bonoua.

Que reproche-t-on à toutes ces personnes sinon leur origine? Ce régime laisse faire et encourage les actes de xénophobie mais ne veut pas qu'on utilise ce terme qualificatif.

En ce moment, depuis la plainte portée contre les Gbagbo, le journal "*Notre Voie*" et les gens proches du pouvoir tiennent des propos haineux qui ressemblent à la fameuse "*radio des milles collines*" au Rwanda. Les travailleurs doivent combattre ce genre de langage s'ils ne veulent pas faire les frais comme les travailleurs de Rwanda, de Sierra-Leone, etc.

## LE VOYAGE DE GBAGBO A PARIS

Laurent Gbagbo vient d'effectuer un séjour en France du 17 au 23 juin, sur invitation personnelle de Chirac. Le caractère qualifié de "*privé*" de cette visite n'a pas empêché les autorités françaises de lui dérouler le tapis rouge et de lui programmer des audiences ainsi qu'à ses cinq ministres qui l'accompagnaient avec les plus hautes autorités de l'Etat français, avec les hommes d'affaires, notamment Vincent Bolloré, et bien d'autres également.

Les grands groupes qui opèrent en Côte d'Ivoire sont multiples. En plus de Bolloré, il y a Bouygues, Total-Fina-Elf, Rhône Poulenc, France Telecom, etc. sans oublier les banques françaises. En plus des multinationales, plus de 2000 entreprises françaises prospèrent en Côte d'Ivoire.

Les crédits financiers de l'Union Européenne ainsi que ceux du FMI avaient été suspendus depuis fin 1998 pour cause de "*mauvaise gouvernance*". Gbagbo avait besoin que Chirac et Jospin usent de leur influence pour que ces "*aides*" reprennent. Aux dernières nouvelles ces "*aides*" seraient rétablies de façon "*graduelle*". Cette reprise se traduirait par le déblocage rapide de 30 millions d'Euros. Ainsi les réserves émises par Chirac-Jospin à l'égard de la Côte d'Ivoire seraient levées. La France cautionne pleinement le régime de Gbagbo et accepte d'accomplir les démarches pour faire reconnaître la "*légitimité*" du président Gbagbo. A charge pour ce dernier de concéder quelques gestes d'ouverture envers l'opposition. Paris souhaiterait que le calme et la stabilité reviennent en Côte d'Ivoire, quitte à ce que Gbagbo procède à une sorte de réhabilitation à l'égard du leader du RDR, Alassane Ouattara. Celui-ci a été écarté de la course

présidentielle pour cause de "*nationalité douteuse*". S'en était suivie une campagne électorale xénophobe meurtrière. En eux-mêmes les exactions à caractère xénophobe pratiquées par les régimes successifs (de Bedié, de Guéi puis de Gbagbo) ne sont pas de nature à gêner les dirigeants capitalistes occidentaux. Ils ne sont pas à ce genre de détail près. Ils se sont bien accommodés du régime de parti unique de Houphouët Boigny durant trois décennies. Ce qu'ils voudraient, c'est que ces régimes dictatoriaux réussissent à contenir la colère qu'ils engendrent afin que celle-ci ne soit pas un facteur de trouble susceptible d'engendrer un climat d'insécurité nuisible aux affaires des entreprises françaises et internationales présentes sur le terrain.

Gbagbo va-t-il changer son langage et assouplir son attitude selon les recommandations des dirigeants français? Rien n'est sûr. La manne financière lui est indispensable comme elle est indispensable à la clique qui partage les postes dans l'appareil d'Etat ivoirien. Mais Gbagbo savait aussi que les grandes sociétés capitalistes françaises ne manqueraient pas de faire pression sur les dirigeants français pour faire en sorte que ces "*aides*" dont une grande partie ne saurait leur échapper, soient débloqués.

La manne financière, partiellement ou complètement débloquée, ne bénéficiera pas à la population pauvre. La récession économique se traduisant par la chute des cours des productions nationales, le pillage capitaliste et l'avidité des classes dominantes locales, font que le pays est exsangue et le niveau de vie des travailleurs ramené au plus bas.

# L E U R S O C I E T E

## TRAVAIL DES ENFANTS LE GOUVERNEMENT SE CONTREDIT

"La Côte d'Ivoire est injustement attaquée. La Côte d'Ivoire n'est pas un pays esclavagiste". C'est avec cette déclaration honteuse que le Premier ministre se défend contre une réalité qui concerne un grand nombre d'enfants de pauvres dans ce pays.

Alors qu'il y a seulement un mois, pour faire semblant de faire quelque chose face à l'ampleur qu'a pris le travail des enfants dans ce pays, le gouvernement avait pris l'engagement de "ratifier" la convention de l'OIT (Organisation Internationale du Travail),

exactement comme ses prédécesseurs en avaient "ratifié" des tas d'autres, sans jamais changer quoi que ce soit.

Ce même gouvernement aujourd'hui crie au "complot" contre son économie quand on lui parle du travail des enfants dans des plantations de café-cacao.

Il n'y a que la vérité qui blesse. Qui ignore vraiment que dans les villas luxueuses de Cocody où habitent ces ministres ce sont des petites filles de 12 à 14 ans qui bossent de 06 heures à 22 heures ?

## LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE BATIMENT

Comme dans les autres secteurs d'activités, le BTP emploie un nombre croissant d'enfants à bas âge. Pour cacher la face de l'exploitation, ces enfants de moins de 10 ans sont considérés Comme des "apprentis".

Il y deux catégories d'enfants employés dans le BTP. La première catégorie qui est le gros contingent vient d'un autre trafic d'enfants venus du Togo et du Bénin. Ces malheureux sont

exploités souvent même jusqu'à 20 ans sans salaire, parce que considérés toujours comme apprentis.

La deuxième catégorie est faite d'enfants nés en Côte d'Ivoire. La misère, la pauvreté des parents ne leur permettant pas de poursuivre les études ou même d'être scolarisés, ils sont obligés de suivre un parent si ce dernier est du BTP ou de se faire exploiter sur un chantier moyennant une somme dérisoire.

## L E U R S O C I E T E

### TRAFIC ET EXPLOITATION D'ENFANTS LE CAPITALISME COMME PREMIER RESPONSABLE

La Côte d'Ivoire fait l'objet aujourd'hui d'un "scoop" sur le trafic et l'exploitation des enfants surtout dans les plantations. Et pourtant ce n'est pas seulement dans les plantations que cette exploitation existe. Qui ne voit pas les petites vendeuses d'eau glacée, les petites vendeuses de citron sur le boulevard Latrille à Cocody, les enfants apprentis Gbaka ou les porteurs de bagages? etc...

Mais, peut-on mettre fin à ce trafic et à cette exploitation par ces scoop médiatiques? Non. L'essence même de

tous ces maux est dans le système capitaliste.

Dans un reportage de l'AFP (Agence France Presse), répondant aux questions du journaliste, un jeune malien de 14 ans, "vendus" et exploité dans un champ de coton au nord de la Côte d'Ivoire a dit ceci : "Mais si les enfants n'ont rien à faire et si les parents sont pauvres?" Ici tout est dit. C'est la misère, la pauvreté qui est à la base du trafic, de l'exploitation, de la débauche, de la prostitution et de tous les maux que connaît ce système.

### MORTALITÉ MATERNELLE: LA CÔTE D'IVOIRE SUR LA "LIGNE ROUGE"

Un rapport de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) place la Côte d'Ivoire parmi les pays où la mortalité maternelle est la plus élevée au monde, à côté de pays tels que l'Ethiopie (où sévissent la famine et la guerre), l'Angola (pays aussi en guerre), la RDC (qui s'enfonce dans un conflit), le Tchad (ravagé par la guerre depuis plus de 20 ans). Ce qui n'empêche pas nos sinistres dirigeants de se targuer

d'être une "référence" en Afrique.

La réalité c'est que dans ce pays, les pauvres n'ont pas accès aux soins de santé parce que les hôpitaux et les maternités, quand ils existent, sont un luxe. Par exemple à Man, sur environ 30.000 grossesses, seulement 7.000 ont été assistées, selon un sondage paru dans les journaux. C'est simplement scandaleux!



# L E U R S O C I E T E

## LA COTE D'IVOIRE S'ARME CONTRE QUI ?

Depuis plusieurs mois, le gouvernement ne cesse de nous rabattre les oreilles avec l'idée qu'il faut doter l'armée d'un "outil performant de défense". Mais contre qui s'arme-t-on? De quels "assaillants" s'agit-il?

De tout temps, l'armée en Côte d'Ivoire a toujours été un outil de répression contre la population. Son rôle n'a jamais été de défendre la classe ouvrière et les pauvres en général mais

plutôt de les mater quand ils se révoltent pour une meilleure condition d'existence.

Le gouvernement actuel s'arme parce qu'il a peur des conséquences de la misère grandissante, du chômage etc... Il a peur des conséquences d'une politique d'austérité qu'il compte appliquer. Et c'est pour parer à l'éventualité d'une révolte populaire qu'il s'arme.

## EXPLOSION D'UNE CHAUDIERE A LA SIR LE PROFIT A ENCORE TUÉ

Il y a de cela un mois une chaudière de la Société Ivoirienne de Raffinage explosait, faisant un mort et deux blessés.

Dans cet accident tragique, le plus choquant fut la réaction des dirigeants de cette entreprise. Leur préoccupation fut d'abord sur les conséquences économiques. Ensuite, le directeur refusa de rendre public le nom de la victime, on ne sait pourquoi.

Quant aux systèmes de sécurité mis en place, une des causes importantes de l'origine de l'accident, il déclare dépenser 5 à 6 milliards tous les

ans et prétend effectuer des contrôles réguliers sous la direction du ministère des mines. Alors il s'étonne aujourd'hui qu'un tel accident puisse se produire? Il dit ne pas comprendre l'origine de l'explosion.

Ces gens-là se moquent des travailleurs. Ils font comme si c'était la première fois qu'un tel accident grave se produit à la SIR, alors que rien que ces dernières années, deux autres accidents de même nature se sont déjà produits.

Ce qui est sûr, c'est que toutes les victimes sont mortes pour le profit capitaliste!

## UN MANOEUVRE AGRICOLE INJUSTEMENT CONDAMNE A 5 ANS DE PRISON!

Sachant qu'il n'avait aucun espoir de se faire entendre par la justice, un manoeuvre agricole grugé par son patron a saccagé le domicile de ce dernier. Il a été condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme par le tribunal d'Aboisso.

La justice, quand il s'agit d'écraser de petites gens et les travailleurs, se montre championne! Parce que s'il y en a un qui devait aller en prison, c'est bien son patron qui était lui-même à l'origine de ce qui lui est arrivé. Mais ce serait trop attendre de cette justice.

## LE PALUDISME : MALADIE DES PAUVRES

Le paludisme tue encore aujourd'hui près de 3 millions de personnes par an sur cette terre. Si l'on n'arrive pas à stopper la dangereuse escalade de ce fléau, ce n'est pas faute de remèdes efficaces. Car le paludisme est une maladie assez connue et ses remèdes aussi. Mais le problème, c'est que cette maladie présente peu d'intérêt pour les firmes pharmaceutiques car les pauvres qui en sont les victimes n'ont pas d'argent pour payer ces médicaments.

Or, les zones endémiques du paludisme se situent dans les régions déshéritées du globe. Dans les pays riches, c'est une maladie inexistante. Et dans les pays pauvres les couches les

plus atteintes sont les plus démunies. C'est pourquoi les prétendus "*plans*" d'éradication du paludisme de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ne sont que pure propagande qui ne coûte pas cher et qui sont voués à l'échec. Tout le bla bla du genre journée mondiale du paludisme n'est que pur verbiage!

Pour éradiquer le paludisme, il faudrait imposer aux firmes pharmaceutiques de s'investir dans des recherches et la fabrication de médicaments qui ne leur reporteront pas. Mais pour faire ça, il ne faudra ni compter sur l'OMS, ni sur la "*bonne générosité*" de la classe bourgeoise.

## L E U R S O C I E T E

### LA BARBARIE A L'OEUVRE : UN HOMME ENTERRÉ VIF!

Un homme accusé de sorcellerie a été enterré vif avec sa présumée victime par les habitants de son propre village.

Cela se passe à quelques kilomètres d'Abidjan. On se croirait encore au temps les plus sombres du moyen âge où les supposées sorcières étaient brûlées vives.

Si ce genre de croyance de "*mangeur d'âme*" a encore cours aujourd'hui, c'est bien parce que la majorité des gens sont carrément privés du minimum de culture qui sied à notre temps. La société capitaliste ne permet pas à la grande majorité d'accéder à la connaissance.

Quant à la "*justice*" bourgeoise elle en est encore à condamner des prétendus "*sorciers mangeur d'âme*". Pour ce qui est des intellectuels, n'en parlons même pas. Eux qui sont en principe censés utiliser leur connaissance pour dénoncer les préjugés et combattre l'ignorance, se servent au contraire de ces histoires à dormir debout pour vendre leur littérature de mauvais goût et faire marcher leurs émissions de radio. Il suffit de lire les journaux, de regarder la télé ou d'écouter la radio pour le constater. Après cela, ces mêmes gens viendront crier leur hypocrite indignation quand se produisent des barbaries, comme ce fut le cas dans ce petit village.

### IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR LA JEUNESSE !

Cette année, environ 100 000 élèves ont composé au Bac. Environ deux tiers sont sûrs d'échouer. Ils vont se retrouver sans rien, livrés à eux mêmes. C'est par milliers qu'ils vont aller rejoindre le rang toujours grossissant des chômeurs.

Quant à ceux qui vont réussir, il n'y a pas plus d'avenir pour la grande majorité d'entre-eux. Qui ne connaît pas dans son entourage, dans les quartiers

populaires, des diplômés qui végètent? Et quand bien même ils ne végètent pas, est-ce que c'est ça qu'on appelle "*avoir un avenir*"? Vivre avec toute cette misère autour de soit?

Evidemment, nous ne parlons pas des enfants de riches qui, eux, n'ont pas besoin de Bac pour avoir un avenir.

Le mieux pour la jeunesse serait encore de se rendre compte que cette société ne lui réserve rien de bon.

# L E U R        S O C I E T E

Le meilleur choix serait encore de choisir le camp de la classe ouvrière et l'aider à oeuvrer dans le sens de la destruction

de cette société capitaliste profondément injuste et révoltante pour construire une société meilleure.

## EST-CE LA FIN DE LA LUTTE POUR LES ENSEIGNANTS "RACCROCHÉS"?

C'est en 1991 qu'Alassane Ouattara alors Premier ministre a divisé les salaires de tous les nouveaux enseignants par 2. C'est ça ils ont appelé le système de "raccrochage". Une injustice que les enseignants n'hésiteront pas à dénoncer. Car comment comprendre que pour un même travail il n'y ait pas une même rémunération? Depuis lors, les enseignants n'ont cessé de revendiquer leurs droits au travers de nombreuses grèves.

Quand le FPI est arrivé au pouvoir, il ne s'est pas comporté différemment que ses prédécesseurs.

Au lieu de réparer cette injustice, comme tous les patrons, il a au contraire même refusé de payer l'intégralité des arriérés de l'ordre de 11 milliards qui leur était dû, au nom du "patriotisme".

Les enseignants qui ne l'entendaient pas de cette oreille, ont continué dans leur mobilisation jusqu'à arracher au gouvernement le paiement, au moins, d'une partie des arriérés et imposer la rémunération normale de tous les enseignants pour fin juin 2001. L'avenir montrera si le gouvernement FPI ne reviendra pas sur sa décision pour reprendre aux enseignants tout ou partie de ce qu'ils ont arrachée par la lutte.

## RECONCILIATION NATIONALE : BEDIE ET LES CONDITIONS DE SON RETOUR

*"Je veux une sécurité garantie par l'Etat, une villa, des meubles d'une valeur de 500 millions et surtout une immunité à vie pour mon crime économique".* Voilà en résumé les exigences d'un dictateur dont la population n'a rien à faire de son retour

d'exil.

Mais s'il ne tenait qu'à Gbagbo, Guéi, Ouattara et Bédié, ils partageraient bien tranquillement le gâteau de la mangeoire, sous couvert de "réconciliation nationale", en attendant de remettre ça en ...2005!